

Des manifestants défilent dans les rues de Paris le 12 novembre 2023 contre l'antisémitisme.



© THOMAS SAMSON / AFP

VIOLENCE POLITIQUE

2 décembre 2025

La racialisation et la communautarisation du débat politique français s'accélèrent

La polémique entre le CFCM et le CRIF après la publication du sondage de l'Ifop s'inscrit dans un climat politique français où la lecture communautaire des enjeux publics s'intensifie. Cette affaire illustre une dérive plus profonde : la réintroduction du religieux au cœur du débat politique, la montée des réflexes de suspicion identitaire et l'exploitation électorale des appartenances confessionnelles.

 Jean-Pierre Sakoun ↗

3 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 4:44min

Atlantico : Comment analysez-vous cette charge du CFCM accusant le CRIF d'une opération contre les musulmans ?

Jean-Pierre Sakoun : Le CFCM traite implicitement les institutions juives comme centrales dans une opération supposée hostile contre les musulmans. En exigeant immédiatement des explications du CRIF, sans relever l'absence de preuve ni la possibilité de manipulation par l'auteur de la vidéo, le CFCM adopte une posture accusatoire qui repose davantage sur la suspicion que sur les faits. La rhétorique du communiqué, qui dénonce les amalgames contre les musulmans tout en généralisant la méfiance envers les institutions juives, révèle un réflexe de mise en cause systématique du CRIF et une lecture biaisée de l'affaire. Sans affirmer une intention antisémite de

l'institution, le texte s'inscrit dans une logique où les institutions concernées sont spontanément perçues comme des agents de complot ou d'ingérence, ce qui fragilise la crédibilité de la démarche et nourrit une polarisation déjà vive.

Ce communiqué n'est que le symptôme d'une dérive générale. À force de ne plus se concevoir que comme des communautés, on se retrouve dans des situations d'antagonisme religieux. Le débat cesse d'être politique pour devenir religieux. Or, toute l'intelligence de la République et de la laïcité a été d'extraire les débats de société du religieux.

Lorsque les cultes veulent retrouver un poids politique et se libérer des limites émancipatrices que leur impose la République laïque, ils entrent instantanément dans une logique conflictuelle. On l'a vu récemment à l'Élysée : la rencontre entre cultes avait débouché sur un clash public.

À lire aussi

Tamila Cristescu : le T-Shirt qui a secoué la diplomatie roumaine

Atlantico Rédaction

Certaines religions étant prosélytes et se considérant comme la seule vraie, elles supportent mal toute limite — surtout face à d'autres religions. Le "vivre-ensemble" devient alors la simple coexistence de communautés religieuses, un programme minimal pour éviter qu'elles ne s'entretuent. Les effets de cette logique se voient très clairement en Angleterre aujourd'hui : sans principe régulateur comme la laïcité, la neutralité ou le sens critique, on retourne à des affrontements entre religions, ce qui conduit inévitablement aux guerres de religion.

Une partie de la gauche radicale semble mobiliser un électorat religieux et communautaire. Comment analysez-vous cela ?

Il y a d'abord un clientélisme cynique. En quinze ans, **LFI** est passée d'un discours laïque ferme — critiquant le voile et le prosélytisme — à la position actuelle, pour des raisons strictement électoralistes. Leur antisionisme obsessionnel est devenu un antisémitisme passionné.

Et ce cynisme finit par les dépasser : l'instrumentalisation religieuse ne reste jamais un outil périphérique, elle devient le cœur de l'action. Le paysage politique est donc dévasté — et ce paysage-là mène à la violence.

À lire aussi

Pourquoi et comment nos personnalités émergent-elles ? : la réponse par l'étude... des mouches à fruits

Shraddha Lall

La violence actuelle est-elle encore politique, selon vous ?

Non. On n'est plus dans la violence politique, mais dans une violence religieuse.

La France a inventé le passage du conflit réel (guerres de religion) au conflit symbolique (débat politique), même très violent verbalement. Si on renonce à cette sublimation politique du conflit, on retourne au conflit réel.

L'histoire française devrait nous vacciner : 35 ans de guerres de religion, près de 2 millions de morts. Aujourd'hui, si on essentialise les groupes ("ce qu'ils sont") au lieu de juger leurs actes ("ce qu'ils font"), on court vers une explosion.

À lire aussi

Violences conjugales : une étude menée auprès de nombreuses victimes montre la récurrence des stratégies d'attachement émotionnel traumatisante déployées par les abuseurs pour contrôler leurs cibles

Mags Lesiak

Il faut aussi rappeler une réalité : il y a environ 500 000 juifs en France et dix fois plus de musulmans. On ne peut donc pas renvoyer dos à dos l'antisémitisme islamiste actuel et les réactions verbales de certains Français juifs qui se sentent embarqués dans un conflit.

Enfin, l'importation du conflit israélo-palestinien — essentiellement par LFI, qui se présente comme porte-voix des Palestiniens et diffuse l'idée d'un racisme d'État — a rendu la situation extrêmement volatile et dangereuse.

Quel serait, selon vous, le cadre républicain à réaffirmer aujourd'hui ?

Il faut une parole laïque et républicaine claire : rappeler que les cultes n'ont de droits que dans la sphère privée des croyances individuelles et dans les

associations cultuelles. Ils n'ont rien à dire sur le politique, et la loi le leur interdit.

À lire aussi

François de Rugy : “Avant de gouverner autrement, commençons déjà par gouverner correctement”

Jean-Sébastien Ferjou et François de Rugy

Les logiques de radicalisation — qu'elles viennent des Frères musulmans ou de LFI, qui au fond font la même chose — doivent être combattues.

Or, on voit aujourd'hui des enfants voilés dans l'espace public et même à l'Assemblée nationale — des enfants de moins de dix ans. Le voile est un marqueur de séparation, de hiérarchie de genre et de sexualisation : est-il acceptable d'appliquer un tel stigmate d'inégalité à des enfants ?

Nos lois (1905, 2004, loi de 2021) nous donnent tous les outils pour préserver la liberté de conscience et construire un **peuple**. Si les responsables politiques n'ont plus le courage de s'en servir, la situation continuera de se dégrader.

MOTS-CLES

démocratie , communautarisme , France , politisation , CRIF , CFCM , islam , musulmans , sondage Ifop

THEMATIQUES

Politique